

L'INTÉGRATION DURABLE DE LA DIMENSION EUROPÉENNE AU SECTEUR DE LA CULTURE

JEUDI 24 FÉVRIER 2011
AU TRANSFO

7 ALLÉE PIERRE DE FERMAT - 63178 AUBIERE CEDEX

Que ce soit sur des critères collaboratifs, de diffusion ou de subventionnement, l'Europe s'impose de manière croissante dans la vie des acteurs de la culture. L'Union, de par ses prises de position et ses objectifs stratégiques, influe sur l'orientation des politiques culturelles menées localement. Mais de quelle façon, et pour quels résultats ? Sur quels critères peut-on définir si oui ou non, une politique territoriale est en accord avec cette construction européenne qui paraît se jouer si loin, et surtout sans nous ? En étroite relation avec le Relais Culture Europe, LE TRANSFO, qui en est un relais local depuis trois ans, propose aux techniciens des services culturels de se rencontrer pour partager leurs expériences et mener une réflexion commune autour de l'Europe et de son influence grandissante. Au-delà des notions structurelles ou des intérêts territoriaux chers aux élus, il était intéressant de mobiliser les acteurs de terrain autour de ces nouvelles problématiques, à savoir l'intégration de la dimension européenne dans le secteur culturel, et la notion de travail en réseau. L'émergence de nouveaux besoins, de nouveaux lieux et de nouveaux métiers renforce aujourd'hui l'importance du rôle des agents de développement. Cette première rencontre a pour objectif de sceller les bases de nouvelles collaborations entre structures et de faire un premier point sur le positionnement de chacun en rapport aux directives européennes qui se profilent à l'horizon 2020.

EUROPE, CULTURE ET STRATÉGIE 2020

(PAR PASCAL BRUNET, DIRECTEUR DU RELAIS CULTURE EUROPE)

Pour introduire son propos, Pascal Brunet nous expose quelques éléments de contexte mettant en exergue les évolutions du monde et la question de la mondialisation. Il nous rappelle que l'UE doit s'adapter et définir ses stratégies en fonction de ces changements majeurs, et que les européens doivent s'organiser pour faire face à cela. Il nous présente le monde comme un maillage complexe, où se développent de nombreuses inter-connexions et d'importants flux de circulation qui le fragmentent en partie. Les fortes variations des flux migratoires ont par exemple un impact direct sur les politiques culturelles, ce sont donc des notions à connaître et à intégrer.

Des tendances...

Il nous propose une présentation rapide des principales tendances en matière d'évolution sur une quinzaine d'années, en commençant par la transformation démographique. En effet, la population mondiale va passer de 6,1 milliards d'individus à plus de 8 milliards, l'Europe représentant environ 6,5% de cette population (avec 30% de ses ressortissants âgés de plus de 65 ans). Ensuite, c'est la montée en puissance de l'Asie qui interpelle : d'ici 2025, le continent asiatique regroupera 2/3 de la population totale et représentera environ 30% du PIB mondial. On y voit d'ailleurs émerger de nouveaux acteurs sur le marché de l'art, avec des politiques nationales de soutien à la création et d'achat d'œuvres très fortes, ce qui influe directement sur le marché

mondial. Le problème de la migration va également avoir des répercussions sans égales, les prévisions annonçant pas moins de 250 millions de personnes en transit sur les routes du monde, ou encore la crise alimentaire, qui va toucher pas loin de 15 à 20% de la population européenne et entraîner des problèmes de santé publique... Ces chiffres doivent d'ores et déjà être pris en considération dans l'élaboration des politiques culturelles car au-delà des situations extrêmes qu'elles annoncent, l'ensemble de ces évolutions vont avoir un impact sur les politiques publiques et sur les répartitions budgétaires.

Des lignes de tensions

La culture est soumise à quelques interrogations, et à quelques tensions qui bousculent certains de ses fondements, prenons par exemple le concept qui la présentait comme une ressource illimitée. Les estimations actuelles sont beaucoup moins optimistes qu'elles ne le furent par le passé, et des spécialistes estiment, par exemple, que le patrimoine linguistique mondial pourrait passer de 6000 langages à seulement 3000 d'ici la fin du siècle... On pense aujourd'hui que la ressource culturelle peut s'affaiblir, voire disparaître, ce qui est une donnée toute nouvelle. On réfléchit également différemment à l'interdépendance des cultures en s'apercevant que son augmentation entraîne une croissance du besoin de différenciation. Ces revendications culturelles sont des choses nouvelles, que les politiques ne savent pas encore gérer. Elles doivent intégrer ces tensions pour les absorber et trouver des solutions adaptées.

Des mutations à réussir...

Pour s'adapter à cette nouvelle donne, le discours classique qui prônait une construction interne de l'Union tend à évoluer vers un positionnement en tant qu'acteur global de l'évolution du monde, et pour ce faire, les budgets s'orientent vers des coopérations hors-UE. Pascal Brunet illustre ce besoin d'ouverture avec une carte représentant la nouvelle distribution de la richesse économique européenne, où nous pouvons clairement voir l'impact de la mondialisation sur la création de grands couloirs de développement. Ce que nous voyons aussi très clairement, c'est que la France est exclue de ces zones, et lorsque l'on comprend que l'ensemble des grands vecteurs et moteurs de la vie culturelle se cale sur cette représentation, nous ne pouvons que nous interroger sur les politiques à mettre en œuvre et sur leurs rôles dans l'évolution de ces schémas. Mais alors, comment le porteur de projet se situe-t-il ? Comment va-t-il s'inscrire dans cette direction ? Comment va-t-il s'ouvrir au monde alors qu'il est déjà difficile de mettre en place et de gérer des rapports inter-UE ?

Des réponses stratégiques

Afin de répondre à ces problématiques, l'UE est en train de définir une nouvelle stratégie fixant les objectifs de 2020. En tête de ceux-ci, nous retrouvons la création d'emploi, l'évolution des secteurs « Recherche et Développement », la réduction des gaz à effet de serre, l'intégration dans la vie active d'une jeunesse formée correctement, ainsi que la réduction du nombre d'européens vivant sous les seuils de pauvreté nationaux. Pour y parvenir, des priorités ont été définies, avec en premier lieu, le concept de croissance intelligente, en faveur d'une économie basée sur la connaissance, et où nous retrouvons les notions d'innovation, d'éducation et de société numérique, avec notamment la création d'un grand « e-market » européen. La deuxième priorité est la croissance durable, qui favorise une économie axée sur la préservation des ressources et une prise en considération de ces impacts sur le climat, mais tout en restant compétitive. Enfin, la troisième priorité réside dans le développement d'une croissance inclusive, replaçant la cohésion sociale, économique et territoriale au cœur des débats, et favorisant l'emploi, la compétence et la lutte contre la pauvreté.

La culture et ces nouveaux objectifs

Ces objectifs semblent loin des problématiques habituelles du secteur culturel, mais ce sont bien par ces entrées qu'il lui faudra intégrer ce nouveau paradigme. Pascal Brunet propose quelques pistes de réflexions, notamment en termes de croissance intelligente et d'innovation, où l'ensemble

du champ culturel a une carte à jouer. « Ne serait-ce pas le moment opportun d'interroger ses relations avec le numérique, et de préparer l'évolution des offres et des pratiques ? N'y a-t-il pas une masse de contenu pouvant s'intégrer à ce projet de e-market ? Et il en va de même pour la croissance inclusive, comment la culture va-t-elle permettre la production d'emploi, de compétences citoyennes ou de lien social ? N'est-elle pas enclin à être une pièce maîtresse dans cette démarche ? Portée par ses valeurs, sa créativité et son enthousiasme ? Quoi qu'il en soit, il va falloir des projets pour répondre à ces objectifs, et il va falloir s'adapter ou se réorienter pour apporter des réponses à ces nouveaux enjeux. Certes la dynamique n'est pas facile à faire entendre, et il y a de grandes disparités dans la capacité des pays à réagir. « La France, par exemple, est handicapée par ses carences en coopérations territoriales, les fonds Leader, liés à des projets de dimension européenne, ne sont que très peu sollicités par les territoires ruraux, car ils ne se pensent pas encore à l'échelle européenne... » constate notre intervenant. Au vu de ces constats, il est indispensable de se projeter dans l'avenir, et d'avoir une stratégie qui prenne en compte ces éléments. Il faut trouver des gouvernances qui lieront les stratégies des territoires et de leurs acteurs, il nous faut penser de nouveaux modes de gestion qui mêleront cohésion sociale et cohésion territoriale. « Les petits territoires doivent créer des liens et communiquer entre eux pour avoir une vision globale et un impact plus conséquent dans ces démarches » intervient Ivor Davies (ancien directeur du Arts Council of England), mais comme le souligne un agent territorial, il est déjà difficile de digérer les problématiques de gouvernance à l'échelle du territoire et de lier politiques culturelles et objectifs politiques... L'échelon européen semble alors bien loin, pourtant n'est-ce pas la responsabilité des techniciens que d'essayer de porter cette dynamique ? Dans le choix des programmations par exemple ? N'y a-t-il pas des possibilités pour intégrer ces questions au travail quotidien ? Robi Reberghen rappelle que les politiques territoriales menées par Clermont Communauté ont une vision précise de ces problématiques et des évolutions en cours. Il souligne également que ces stratégies sont mises en œuvre en fonction de ces objectifs : « Nos politiques de développement culturel émanent d'un travail long de réflexion et d'analyse au niveau des territoires, ce sont des éléments que nous maîtrisons » .

L'Europe parle donc de culture à sa façon, selon ses objectifs généraux, et l'enjeu pour les acteurs locaux semble donc de réussir à s'articuler autour de cela pour définir une stratégie adaptée. Et Pascal Brunet de conclure : « Il y a de nombreuses difficultés, certes, mais de nombreux germes existent déjà à l'échelle nationale, avec des projets de coopérations et des territoires dits européens qui ne demandent qu'à éclore ! »

LA NOTION DE RÉSEAU

La présentation des orientations stratégiques de l'UE et le questionnement autour de la place de la culture dans le développement de collaboration avec le reste du monde interrogent sur les dispositions à prendre pour réunir des forces vives et construire un réseau de travail. C'est cette notion qui est abordée en deuxième partie de journée avec une table ronde menée par Robi Rhebergen (président de l'Association des directeurs des affaires culturelles des grandes villes et des agglomérations de France (ADAC-GVAF), directeur général du développement culturel de Clermont-Communauté).

Un contexte particulier

Si l'on a vu croître le nombre de politiques culturelles en France, et ce à différents échelons territoriaux, nous n'avons pas pour autant vu se multiplier les échanges entre leurs agents, et c'est d'ailleurs ce constat qui ouvre le débat. Robi Rhebergen regrette le fait que certaines discussions n'aient pas lieu entre les différents acteurs du développement culturel en région, et c'est en partie sur ces notions que travaillent l'ADAC-GVAF et ses quatre-vingts adhérents. Cette structure se positionne comme un interlocuteur pour le Ministère de la culture et voit donc évoluer le rôle et le positionnement des responsables culturels, notamment par rapport aux réformes de l'Etat et des collectivités. Alors, qu'en est-il de l'inter-communalité aujourd'hui et de la question culturelle face aux bouleversements profonds des modes de gouvernance ? Comment poser la notion de réseau dans une région axée sur une capitale omniprésente et composée de territoires en majorité ruraux ? Est-il possible de rendre complémentaires les stratégies de chacun pour développer une stratégie globale ? Robi Rhebergen souligne l'importance d'une cohérence dans la mise en œuvre d'actions, rappelant par exemple, que le schéma de développement culturel rédigé par Clermont Communauté l'a été sur des bases solides, et projeté sur la durée en fonction de grands objectifs comme la construction d'équipement et la professionnalisation du secteur. C'est d'ailleurs cette cohérence et cette réflexion en termes d'enjeux et de développement qui ont permis au schéma de développement de résister à certaines crises. Selon sa théorie, les notions de rayonnement et d'attractivité doivent être servies par les politiques culturelles, et pour cela, il faut s'en donner les moyens, éviter l'auto-suffisance et créer des synergies pour s'imposer à des échelles supérieures.

Il nous donne quelques exemples de cela en rappelant les principaux axes de travail dans lesquels s'intègre la politique culturelle de Clermont Communauté (soutien à la création, développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, développement des nouvelles technologies d'information et de communication et développement économique et social). Il semble important de définir ce qui motive et lie les acteurs culturels et il faut s'appuyer sur cela pour construire une argumentation et pouvoir ainsi défendre ses budgets de façon plus efficace. « L'agglomération possède des acteurs d'excellence, mais trop souvent ancrés dans des niches qui ne leur offrent que très peu de visibilité et d'accessibilité » constate-t-il « Nous avons l'impression d'un territoire très concurrentiel, avec des bastions défendus par des acteurs très spécialisés et qui ne mènent pas de réflexion commune » Et, à en croire les réactions des participants, il en va de même pour les institutions, qui semblent réfléchir à l'échelle locale, en des termes majoritairement électoraux, sans d'objectifs concrets d'ouverture. « Il faut faire plaisir au public de la commune... Les élus sont attentifs à la fréquentation et aux retombées médiatiques locales, mais ils ne sont pas spécialement conscients d'éventuels besoins en matière de développement culturel global... » L'idée de créer des passerelles entre les entités semble intéressante aux agents présents, et certains se félicitent de l'existence d'une certaine cohésion dans les relations entre acteurs et décideurs locaux, mais ils soulignent également la difficulté à partir seul en quête de soutien et de mutualisation à l'échelon institutionnel supérieur. « Nous avons besoin de financements extérieurs pour créer du réseau, nous effectuons déjà un gros travail de relationnel, mais il est difficile de réellement structurer cela... » Certains regrettent le fait que beaucoup s'observent et se jugent quand il faudrait se lier pour être plus forts. Ils mentionnent l'urgence de s'ouvrir et de réfléchir conjointement à leurs propres pratiques pour ne pas perdre le sens de leurs missions et pouvoir enfin s'adresser à l'unisson aux décideurs politiques. La question de l'absence de financements croisés et de la dépendance qu'elle entraîne vis-à-vis des financeurs historiques est également évoquée comme une conséquence de ce manque d'échange.

Quelles solutions ?

C'est ce manque de dialogue qu'essaie de comprendre Robi Rhebergen en interrogeant les présents sur un éventuel esprit de rivalité entre programmeurs, structures ou encore entre communes, et sur les possibilités de « faire ensemble », et de construire des projets qui vont toucher un public plus large. « Certaines communes ne voient pas vraiment l'intérêt de créer des projets communs, il subsiste encore une certaine importance de l'exclusivité... Un artiste ne passera pas dans deux salles implantées dans un même rayon de 10 km... » s'accordent à constater les programmeurs présents. Et pourtant, c'est bien de cela dont il est question, et chacun admet le besoin croissant de lier les actions, les choix artistiques, ne serait-ce que pour s'appuyer sur une communication et un booking unique et bénéficier ainsi de meilleurs tarifs... Alors comment faire évoluer les mentalités, et comment se parler pour aborder de front les problématiques présentes et à venir, comment sortir de cette routine qui cantonne chacun dans son pré carré ? Ivor Davies propose de s'appuyer sur des enjeux clairement identifiés pour développer des actions concrètes alignées sur les orientations politiques. Pascal Brunet suggère de s'attarder sur ce qui a déjà été fait dans d'autres secteurs d'activité, reconnaissant certaines similarités avec le tourisme par exemple. Robi Rhebergen souligne quant à lui l'importance des diagnostics et la nécessité d'une gouvernance légitime pour réunir et faire avancer les projets. Si l'idée de se structurer et de travailler conjointement semble une évidence en vue des enjeux qui s'annoncent, à plus ou moins long terme, pour les acteurs du développement culturel, de nombreuses questions subsistent sur les façons d'aborder ce mode de fonctionnement. Le temps, la méthodologie, ou encore l'appui des pouvoirs politiques semblent être des obstacles conséquents. Néanmoins, cette première journée a suscité un réel engouement de la part des participants, et les débats se sont poursuivis bien au-delà du tour de table pour comprendre et mieux connaître le travail de chacun en vue d'éventuelles collaborations, ou d'une poursuite ultérieure des discussions.

Yoann Tureck
www.easywriting.fr